



Frédéric
LETURQUE

Maire

Vice-Président
de la Communauté
Urbaine d'Arras

Conseiller Régional
Hauts-de-France

N/Réf. FL/VC

ARRAS, le 24 Août 2017

Monsieur Gérard COLLOMB
Ministre de l'Intérieur
MINISTERE
Place Beauvau
75008 PARIS

Monsieur le Ministre,

J'ai pris connaissance de vos déclarations du 16 août concernant la mise en place d'une police de la sécurité au quotidien d'ici la fin de l'année.

Si je ne peux que souscrire à la volonté de rapprocher les forces de sécurité des habitants, je reste surtout en attente de précisions sur les modalités de mise en œuvre, notamment sur la question des moyens et des effectifs. De plus, il me semble indispensable de prendre en compte les réalités locales qui divergent d'un territoire à l'autre au sein de notre pays.

En effet, si cette police de proximité rebaptisée pourrait trouver un intérêt dans les grandes métropoles, elle ne saurait être une simple solution dans des villes moyennes comme Arras dont je suis le Maire. Sur notre territoire, nous avons mené collectivement un travail de longue haleine avec les différents acteurs pour bâtir une politique de sécurité et de tranquillité publique efficace et proche des citoyens.

Cette police de la sécurité au quotidien que vous appelez de vos vœux ne répond pas à toutes les attentes exprimées dans notre territoire, à savoir obtenir des moyens supplémentaires pour les dispositifs existants et encourager les communes qui se sont engagées sans relâches pour apaiser et tranquilliser leur territoire.

Je me permets de vous mettre en garde sur la mise en place d'un dispositif revisité qui ne saurait être pertinent sur l'ensemble du sol français. Nous ne voudrions pas, de plus, que cette police de la sécurité au quotidien vienne remettre en cause ou parasiter les efforts déjà entrepris par vos équipes au commissariat d'Arras et dont je salue le travail et les résultats. Ils ont aujourd'hui besoin de vos encouragements et de votre soutien.

Les moyens qui sont les leurs pour maîtriser le territoire au quotidien, de jour comme de nuit, y compris dans le cadre d'évènements exceptionnels et au regard de la vitalité de la ville d'Arras, ont besoin d'être renforcés.

Aujourd'hui, vos équipes sont plus dans l'attente de moyens pour mettre en œuvre une organisation territoriale sectorisée que de se voir imposer une contrainte par la mise en place de cette police de la sécurité au quotidien. Vos équipes, je vous l'assure Monsieur le Ministre, sont sur le terrain.

De plus, les élus locaux que nous sommes attendons de votre part une cohérence dans la politique de sécurité et de tranquillité publique. Nous ne pouvons simplement approuver cette annonce alors que nous apprenons dans le même temps le gel des crédits du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD) qui vient remettre en cause certains projets ou investissements en cette année 2017. Nous souhaitons avoir une vision globale sur l'action que vous menez, eu égard à la baisse de budget du ministère de l'intérieur de 526M€.

Enfin, Monsieur le Ministre, sachez que les élus locaux au premier rang desquels les maires sont à votre disposition pour écrire avec vous une politique de tranquillité et de sécurité publique et ainsi répondre à la volonté du Président de la République qui affirmait pendant la campagne vouloir « construire avec les élus de terrain, avec la population et l'ensemble des acteurs les solutions de sécurité ».

Restant à votre disposition, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Compte me l'air de la situation.


Frédéric LETURQUE